

Ultimes tractations de paix pour le Burundi

PANA, 07/11/2008 Bujumbura, Burundi - Les dernières propositions de sortie de crise de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi continuaient, vendredi encore, à diviser le pouvoir central à Bujumbura et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rebelle) qui ont jusqu'au 31 décembre prochain pour mettre en application effective leur accord de cessez-le-feu en souffrance depuis plus de trois ans. Le médiateur principal dans le conflit burundais et ministre sud-africain de la Défense nationale, Charles Nqakula, a fait le déplacement de Bujumbura, jeudi, en compagnie des chefs de la diplomatie ougandaise et tanzanienne, deux pays qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi, avec des propositions aux belligérants qui se battent depuis plus de 14 ans.

Les propositions au dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays portent, notamment, sur le changement obligatoire d'appellation à connotation ethnique pour prétendre à un agrément en tant que parti politique pouvant oeuvrer dans la légalité constitutionnelle. Le PALIPEHUTU-FNL doit encore acheminer, "sans délai", ses combattants dans des zones de rassemblement en prélude à leur démobilisation et réintégration dans une nouvelle vie socioprofessionnelle, selon toujours la nouvelle feuille de route tracée par la médiation et de l'initiative régionale de paix pour le Burundi. En contrepartie, le gouvernement central doit intégrer les cadres du PALIPEHUTU-FNL dans différentes institutions étatiques, conformément à l'accord de cessez-le-feu. Du côté du pouvoir, on apprend du porte-parole de la présidence la République, Léonidas Hatungimana, qu'une proposition de postes aurait été déjà faite au mouvement rebelle. Le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au sein du mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu, Anatole Bacanamwo, n'a pas nié les faits lors d'un entretien téléphonique avec la PANA, tout en les nuanciant. "Le gouvernement a fait ses propositions, nous avons fait les nôtres et il faudra les confronter pour qu'elles soient acceptables par toutes les parties", a-t-il laissé entendre. Le mouvement rebelle reste, par contre, rigide quand il s'agit de lui demander de changer d'appellation. Certains analystes à Bujumbura prêtent des "calculs politiques" au mouvement rebelle de tenir aussi jalousement à l'appellation actuelle pour l'utiliser comme corde sensible lors des prochaines consultations populaires de 2010. Le peuple hutu, dont se réclame le mouvement rebelle depuis une vingtaine d'années de combat politico-militaire contre l'hégémonie aujourd'hui revêue de la minorité tutsi, passe en effet plus de 80% de l'électorat national.